
Documents sauvegardés

Dimanche 13 décembre 2020 à 14 h 33

1 document

Par PUAdmin37T_2

Sommaire

Documents sauvegardés • 1 document

Le Monde

11 décembre 2020

Brexit : constat de désaccord entre Johnson et von der Leyen

... voulait-elle montrer à Boris Johnson que l'Europe, même sans les Britanniques, peut avoir **le** sens de l'humour. Alors que Bruxelles et Londres s'écharpent depuis des mois sur la ...

3

Le Monde

| | |
|--------------------------------|-------------------|
| Nom de la source | Le Monde |
| Type de source | Presse • Journaux |
| Périodicité | Quotidien |
| Couverture géographique | Internationale |
| Provenance | France |

Vendredi 11 décembre 2020

Le Monde • p. 5 • 960 mots

Brexit : constat de désaccord entre Johnson et von der Leyen

Le dirigeant britannique et la présidente de la Commission européenne se donnent jusqu'à dimanche pour éviter l'échec des négociations

Cécile Ducourtieux et Virginie Malingre

p. 5



Londres correspondante Bruxelles bureau européen - Peut-être Ursula von der Leyen voulait-elle montrer à Boris Johnson que l'Europe, même sans les Britanniques, peut avoir le sens de l'humour. Alors que Bruxelles et Londres s'écharpent depuis des mois sur la question de la pêche et de l'accès aux eaux britanniques, la présidente de la Commission, qui recevait le premier ministre à dîner mercredi 9 décembre, avait prévu un menu à base de produits de la mer, coquilles Saint-Jacques en entrée puis turbot vapeur. On ne sait pas de quel espace maritime ils provenaient... mais cela n'a en tout cas pas permis aux deux dirigeants de trouver un terrain d'entente. Loin s'en faut ! Ursula von der Leyen et Boris Johnson n'ont même pas réussi à faire un communiqué commun à l'issue d'une rencontre qui a duré plus de trois heures.

Ursula von der Leyen a constaté que les « positions restent éloignées ». Et appelé Michel Barnier, le négociateur en chef des Européens, et son homologue britannique, David Frost, qui assistaient également au dîner, à se retrouver « immédiatement pour essayer de résoudre les difficultés ». Elle a promis une « décision d'ici à la fin du week-end ». Downing Street a par le d'une discussion « franche » et de la nécessité d'une « dé-

cision ferme » avant dimanche. « De très larges différends demeurent et on ne sait pas s'ils peuvent être surmontés », a même ajouté un officiel britannique.

Il reste donc quatre jours si tant est que ce calendrier soit respecté, ce qui, dans l'histoire du Brexit, est largement sujet à caution à Londres et à Bruxelles pour trouver un accord. Ou acter un « no deal ». Ce qui signifierait qu'à compter du 1er janvier 2021 les échanges entre l'Union et le Royaume-Uni seraient soumis aux taxes prévues par l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui viendraient donc s'ajouter aux surcoûts engendrés par la mise en place de contrôles douaniers dès lors que les Britanniques auront quitté le marché intérieur européen. Pour l'essentiel relativement basses, les taxes peuvent être très élevées pour certains produits agroalimentaires, l'automobile ou la pharmacie.

Plan d'urgence

Pour montrer qu'elle se prépare désormais à tous les scénarios, la Commission européenne devait proposer, dès jeudi matin, un plan d'urgence qui s'appliquerait en cas de « no deal » et permettrait d'éviter une rupture brutale dans les transports, notamment, au 1er janvier 2021.

Depuis des mois, les discussions entre

© 2020 SA Le Monde. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

Publi Certificat émis le 13 décembre 2020 à LYCEE JEAN DAUTET à des fins de visualisation personnelle et temporaire.
news-20201211-LM-6059164

Londres et Bruxelles butent sur les trois mêmes sujets : l'accès européen aux eaux britanniques, les garanties exigées de Londres par l'Union européenne afin d'assurer des conditions de concurrence équitables entre les deux anciens partenaires, et les mécanismes de règlement des différends en cas de problème. Pour le reste, confie un proche des négociations, « l'accord de plus de 700 pages est quasi finalisé ». Si la pêche est un sujet hautement politique des deux côtés de la Manche, la question de la concurrence est déterminante pour l'avenir des deux ex-partenaires.

Les Européens refusent d'ouvrir leur marché intérieur par le biais d'un accord de libre-échange sans taxes et sans quotas à un voisin qui n'aurait pas les mêmes règles du jeu qu'eux. « Nous devons avoir des conditions équitables, non seulement pour aujourd'hui, mais aussi pour demain et après-demain », a résumé la chancelière allemande, Angela Merkel, mercredi. Que les Britanniques divergent de leurs règles à l'avenir, en matière environnementale, sociale ou d'aides d'Etat, et ils pourraient ainsi s'octroyer des avantages concurrentiels fatals aux économies du continent.

Les Britanniques aussi martèlent leurs exigences. Le Royaume-Uni veut retrouver sa « souveraineté », au coeur même du projet du Brexit, et refuse absolument que son processus législatif soit entravé par Bruxelles. Mercredi, avant le dîner, Boris Johnson avait, sur un ton martial, prévenu les députés de la Chambre des communes : « Nos amis en Europe insistent en ce moment pour que, s'ils adoptent de nouvelles lois à l'avenir que notre pays ne suivrait pas, ils aient automatiquement le droit de nous punir et de répliquer. Et ils disent

que le Royaume-Uni doit être le seul pays au monde à ne pas pouvoir disposer d'un contrôle souverain sur ses eaux territoriales. Aucun premier ministre de ce pays ne peut accepter de telles requêtes. » Sur les bancs conservateurs, les élus ont bruyamment apprécié.

Cela dit, Boris Johnson le sait, un « no deal » coûterait très cher une quarantaine de milliards de livres sterling au Royaume-Uni, déjà parmi les pays les plus affectés de l'Organisation de coopération et de développement économiques par la pandémie de Covid-19. Celui qui a promis de ne pas « trahir » les brexiteurs est-il prêt à un compromis quitte à perdre pas mal de capital politique ?

Leo Varadkar, l'ex-premier ministre irlandais, restait plutôt optimiste mercredi après-midi : « Je connais un peu [Boris Johnson], je pense que son instinct naturel est plus proche de celui du maire libéral de Londres qu'il a été [entre 2008 et 2016] que d'un brexiter conservateur. » Il sera probablement « dur sur les questions de souveraineté » mais « il est prêt à des concessions », a ajouté M. Varadkar, désormais ministre de l'industrie du gouvernement de Micheal Martin.

Inquiétude montée d'un cran

L'inquiétude est en tout cas montée d'un cran dans les milieux d'affaires britanniques mercredi, quand l'industriel japonais Honda a annoncé devoir temporairement suspendre la production de son usine automobile de Swindon (sud-ouest de l'Angleterre) par manque de composants, ces derniers n'ayant pas pu débarquer dans les ports britanniques.

Les autorités des ports de Southampton et de London Gateway ont confirmé de

fortes congestions, les porte-conteneurs arrivant en trop grand nombre à cause des approvisionnements additionnels passés par les entreprises britanniques, qui font des stocks avant le changement de régime douanier du 1er janvier 2021. Des perturbations inquiétantes donnant un avant-goût du chaos probable qu'entraînerait un « no deal » sur l'île...